Gabon : la résistance à l’accaparement de terres par Olam pour la plantation de palmiers à huile

Le palmier à huile a toujours fait partie de la culture des communautés d’Afrique occidentale et centrale. Elles l’ont toujours planté et en ont récolté les fruits, les feuilles ou la sève. Le fruit de cette plante indigène a été transformé sur place en huile de palme, à usage domestique ou vendu sur les marchés locaux pour produire du vin de palme (voir le document d’information du WRM : « Le palmier à huile en Afrique : le passé, le présent et le futur », http://wrm.org.uy/countries/Africa/Palmier_a_huile_en_Afrique.pdf).

Or, la demande internationale pour l’huile de palme et, plus récemment, pour des agrocombustibles, a fait venir en Afrique des investisseurs avides de terres, désireux de faire des plantations de palmier à huile à grande échelle, et les gouvernements sont en train d’ouvrir les portes aux grandes entreprises. Ainsi, les communautés perdent leurs droits sur leurs territoires.

Au Gabon, l’organisation Brainforest a sonné l’alerte : les nouvelles autorités gabonaises sont en train de céder de vastes étendues en concession à la société singapourienne Olam. Des terres ancestrales sont vendues au rabais, au détriment des droits des peuples, pour y faire de grandes plantations de palmier à huile, celui-ci étant une des affaires de cette entreprise mondiale qui approvisionne toute la chaîne de production agro-industrielle, avec vingt produits agricoles et alimentaires.

Brainforest a lancé une campagne de signatures pour stopper les plantations industrielles de palmier à huile d’Olam, sur le site http://www.brainforestgabon.org/news_fiche.php?id=16#.UAbg4aDs3KT

Une autre organisation gabonaise, Attac Gabon, a publié le 5 juin dernier un communiqué de presse [1] où elle dénonce que l’échec des négociations internationales sur le changement climatique et la marchandisation de la question du climat au moyen de fausses solutions, comme le concept de « l’économie verte », finira par ruiner le tissu socioculturel des communautés et fragilisera la souveraineté des nations.

Le communiqué de presse dit : « Au Gabon, le phénomène prend des proportions vertigineuses quand on sait que plus de 300 000 hectares de terres sont déjà en train d'être cédés à des multinationales. Une mobilisation générale s'impose afin de faire valoir le droit des communautés à disposer de leurs terres. »

FERN [2] a rapporté que, le 8 juin, une quarantaine d'activistes de la société civile, parmi lesquels se trouvait Marc Ona Essangui, directeur de Brainforest et Prix Goldman (une sorte de « Prix Nobel Écologique ») ont été arrêtés au Gabon pour avoir organisé un « contre-forum ». Cette manifestation, que les autorités gabonaises avaient interdite, visait à mettre en lumière, pendant le déroulement du New York Forum Africa, la corruption omniprésente et l'absence de démocratie et de responsabilité qui règnent dans ce pays d'Afrique centrale riche en pétrole. Ce qui est en question ce sont des problèmes fonciers, l'expulsion de communautés de Woleu Ntem et l'accaparement de terres pratiqué par les entreprises de plantation de palmier à huile.

Sous la pression internationale, le gouvernement a proposé le même jour de libérer Ona, mais celui-ci a refusé de sortir si tous ceux qui avaient été arrêtés n'étaient pas relâchés également. Finalement, ils ont tous été libérés.

[1] Notre terre, leur business !, Attac Gabon, communiqué de presse, 5 juin 2012,http://www.facebook.com/notes/attac-gabon/notre-terre-leur-business-communiqu%C3%A9-de-presse-dattac-gabon/10150840486325069
[2] EU Forest Watch Nº 172, juin 2012, FERN,http://www.fern.org/sites/fern.org/files/FW%20172%20june%202012%20for%20website.pdf